Document généré le 3 juin 2025 14:12

Bulletin d'histoire politique

L'histoire militaire officielle au Canada, 1916-1999

Yves Tremblay

Volume 8, numéro 2-3, hiver 2000

L'histoire militaire dans tous ses états

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1060195ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1060195ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Tremblay, Y. (2000). L'histoire militaire officielle au Canada, 1916-1999. *Bulletin d'histoire politique*, *8*(2-3), 25–45. https://doi.org/10.7202/1060195ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

L'histoire militaire officielle au Canada, 1916-1999

Yves Tremblay*

> Dans la préparation du présent ouvrage, l'auteur a eu libre accès aux documents officiels conservés au ministère de la Défense nationale ; toutefois, il prend à son compte les conclusions qu'il a tirées et les opinions qu'il exprime, sans engager en rien la responsabilité du Ministère quant à l'interprétation ou la présentation des faits.
> (Avertissement au début des histoires officielles depuis 1938)

L'histoire militaire officielle est un genre ancien. Callisthène accompagnait Alexandre le Grand dans sa conquête de l'Empire perse et grand mal lui en prit : il fut exécuté sur ordre du roi macédonien[1]. Vingt-trois siècles plus tard, les périls courus par l'historien officiel sont différents. La perception répandue est que l'historien officiel est une sorte de propagandiste à la solde du pouvoir ; l'histoire officielle a donc souvent peu de crédit auprès de l'université. C'est là une perception déformée comme le montre l'histoire des services historiques des Forces canadiennes[2].

La première section historique moderne fut organisée en 1817 par l'état-major général prussien. Elle a eu une influence profonde sur la formulation des doctrines allemandes jusqu'en 1945. À la suite des victoires prussiennes de 1864, 1866 et 1870, les autres grandes puissances tentèrent d'imiter la Prusse. L'histoire pratiquée auprès des états-majors avait une finalité utile ; on y analysait les opérations récentes en vue d'en tirer des leçons pour les prochaines campagnes[3] .Mais l'accroissement général du niveau d'éducation, le renforcement du sentiment national et la transformation de la guerre, devenue une affaire de masses, de peuples, vont progressivement engendrer une histoire à objectifs moins immédiatement pratiques et à diffusion plus

* L'auteur est historien à Histoire et patrimoine, ministère de la Défense nationale du Canada.

vaste. Sans complètement évacuer l'objectif de tirer des leçons des conflits récents, l'histoire militaire officielle cherchera dorénavant à renseigner sur les affaires militaires du pays.

Cette histoire officielle n'a rien à voir avec le vieux sens du mot historiographie. Ce qui la caractérise, c'est plutôt que : 1) il s'agit d'une histoire commandée, ici par un état-major général, là par un ministre et donc réalisée avec des fonds publics ; 2) l'historien officiel assure une collecte exhaustive et ordonnée de l'information pour lui-même et pour les générations futures de chercheurs ; et 3) l'accès privilégié aux sources dont l'historien officiel bénéficie, avant le « dé-classement » des documents secrets, lui permet de publier des synthèses sans lesquelles les professionnels et le public seraient privés d'un accès rapide à l'information sur les affaires militaires du pays. Que l'accès soit contrôlé, moins qu'on le pense d'ailleurs, ne doit pas conduire, par un jugement *a priori*, à écarter tous les bénéfices procurés par les sections historiques officielles.

* * *

Au Canada, l'histoire officielle a connu ses balbutiements durant la Première Guerre mondiale. De cette époque vient le fait que l'historien officiel canadien a gardé un lien fonctionnel avec l'état-major général jusqu'en 1990[4]. Au début, on comptait que l'histoire officielle joue un rôle dans la planification opérationnelle. Toutefois, la lenteur avec laquelle les histoires officielles canadiennes seront produites et les motivations scientifiques des historiens officiels, intéressés par l'établissement scrupuleux des faits et par une interprétation pouvant rallier une majorité d'historiens de l'université, vont rendre les velléités de tirer des leçons caduques. C'est si vrai que les Forces canadiennes ont dû établir d'autres cellules, comme le « Centre des leçons retenues » de l'armée de terre, pour tirer des enseignements pratiques des opérations récentes.

L'Armée de terre est la première des trois armes à s'être intéressée à son histoire. Au début de la guerre, le gouvernement canadien a prévu de rassembler les documents pouvant servir à décrire les activités des Canadiens en Europe. Nul autre que Max Aitken fut chargé de collecter les archives du Corps expéditionnaire canadien (CEC). Il semble qu'il ait eu le souci d'éviter que le problème vécu par les Américains après la guerre de Sécession, la dispersion des archives, se répète en 1914-1918. La collecte fut donc énergique et quantitativement impressionnante. Malheureusement, elle était mal organisée, laissant aux historiens une masse aussi volumineuse qu'informe. Aitken reçut également le mandat de réaliser une histoire immédiate à des fins de propagande et trois volumes parurent entre 1916 et

1918 avant qu'on interrompe la série. Aitken ne se faisait pas d'illusion sur la pérennité de ces plaquettes et un travail plus scientifique lui paraissait nécessaire[5].

Parallèlement aux écrits de circonstances d'Aitken, la première section historique de l'armée était mise sur pied à Ottawa en 1917. Dirigée par le brigadier général E. A. Cruikshank, elle avait un mandat ambitieux : non seulement écrire l'histoire du CEC (donc surtout les opérations terrestres en France et en Belgique), mais également celle des ministères responsables des achats et de la production de guerre et celle des organisations privées ayant contribué à l'effort de guerre. Sans être un historien diplômé, Cruikshank avait de l'expérience. Il avait publié sur l'histoire de la milice, sur la guerre de 1812 et sur les Féniens. À ce mandat officiel, Cruikshank a ajouté celui de réaliser une histoire militaire du Canada de la Conquête jusqu'à la Confédération. Trois volumes, combinant récit et annexes documentaires, furent publiés en 1919-1920 avant que Cruikshank soit remercié à la suite d'un conflit avec le chef d'état-major. Il fut remplacé par le major A. Fortescue Duguid en 1921. Entre-temps, une histoire des opérations pour l'année 1918 avait été publiée par les soins du brigadier général Raymond Brutinel, un Français ayant servi dans le CEC durant toute la guerre[6].

Duguid avait planifié la parution de onze volumes en s'inspirant des Australiens (qui en publieront douze de 1921 à 1953). Mais il n'avait aucune expérience du travail d'historien et il est apparu ultérieurement qu'il avait sous-estimé ses propres habiletés, les capacités de son service et les difficultés que représentait la réalisation d'un programme aussi ambitieux. En 1928, Duguid, devenu colonel, fut semoncé par le chef d'état-major qui s'inquiétait des retards. En fait, Duguid consacrait le plus clair de son temps à des activités périphériques à son mandat principal, comme la perpétuation des unités[7], la préparation des inscriptions pour les nombreux monuments commémoratifs en cours d'érection et l'héraldique, sa passion personnelle. Et il devait composer avec le critère de sélection du personnel, c'est-à-dire le service dans le CEC.

Fatalement, l'absence de résultat exposa Duguid à d'autres critiques. À la pression de l'état-major s'ajouta celle du public, notamment la Légion canadienne. Avec la parution des premiers volumes de l'histoire officielle britannique (48 volumes de 1923 à 1949), où la contribution des Dominions était délibérément atrophiée pour mettre en évidence le rôle des Britanniques, la pression grandit encore. Duguid se défendait en alléguant que la masse documentaire était colossale et que de nombreuses études préliminaires étaient prêtes. Finalement, après presque vingt ans d'efforts, un premier tome parut sur la période d'août 1914 à septembre 1915, accompagné d'un volume de documents et de cartes. Mais la préparation des autres tomes

fut suspendue avec le début de la guerre en 1939 pour s'occuper de la collecte des documents sur le conflit en cours.

Alors que quantitativement les résultats de la section de Duguid étaient peu impressionnants, les semences d'une nouvelle section historique chargée de préparer l'histoire de la participation canadienne à la Seconde Guerre mondiale étaient plantées. Le général Crerar, futur commandant de la Première Armée canadienne, avait perçu dès 1939 l'importance d'organiser l'information en vue d'écrire une histoire officielle. Il fallut un an à Crerar pour faire admettre son idée au ministre et, en octobre 1940, une section historique distincte de celle d'Ottawa ouvrait ses portes à Londres. Crerar s'était assuré des services d'un professionnel pour la diriger, un diplômé de Toronto et d'Oxford ayant obtenu un doctorat (sur l'armée britannique au Canada entre 1846 et 1871) à l'Université de Princeton, où il enseignait toujours en 1940 : Charles Perry Stacey[8].

Tirant les leçons des déconvenues de Duguid, Stacey mit en place une organisation plus efficace. La Section historique outre-mer (Canadian Military Headquarters, London, Historical Section) avait bien sûr comme mandat de cueillir l'information, c'est-à-dire d'abord les journaux de guerre, pas moins d'un millier chaque mois. Stacey était conscient des insuffisances des journaux, aussi s'assura-t-il d'aller en surveiller la production au front. Dès le début de l'engagement des grandes formations canadiennes en Sicile en 1943, de petites équipes ont accompagné chacune des divisions canadiennes au front. L'historien de l'équipe, en plus de conseiller les sous-unités sur la rédaction du journal de guerre, amassait tous les documents jugés pertinents et qui auraient pu autrement disparaître. À l'occasion, il réalisait des interviews et rédigeait des rapports historiques.

Par ailleurs, afin d'éviter que le service ne croule sous les archives, on entreprit la rédaction de monographies sur tous les aspects importants, combats et autres. À compter de 1942, Stacey a vu son équipe d'historiens s'agrandir (le premier assistant fut G. F. G. Stanley). La pratique de construire des narrations fut systématisée, si bien que près de 200 études seront préparées à Londres entre 1940 et 1948 (188 *CMHQ Reports*), en plus de la centaine produite au QG de la Défense nationale à Ottawa (102 *AHQ Reports* et 12 *Historical Section Reports*)[9]. De la sorte, lorsque le temps de rédiger arriva, le retour aux sources primaires put être limité au minimum. On commença aussi la rédaction de synthèses préliminaires qui ont servi à préparer trois récits publiés en 1946 sur les forces canadiennes en Grande-Bretagne et sur les campagnes d'Italie et de Normandie[10].

Bref, la méthode de l'histoire officielle, revue par Stacey, est un travail minutieux reposant sur la sédimentation des informations et des récits préliminaires : affectation d'historiens auprès des grandes unités ; surveillance

des sources, notamment le journal de guerre ; recueil d'information complémentaire si nécessaire avec compilation de rapports au front et interviews avec les témoins importants ; organisation rationnelle des informations ; préparation d'études diverses et de narrations préliminaires ; narrations retravaillées ; narration finale devenant, après approbation, l'histoire officielle. La méthode produit un important volume de travaux préliminaires inédits et plusieurs sous-produits publiés dont on peut avoir une idée en consultant les sections II et III de l'annexe. Ainsi, Stacey a pu donner à l'histoire officielle canadienne un vernis de « qualité universitaire[11] ».

Stacey insistait aussi pour que l'histoire officielle ne soit pas hermétique et ne rebute pas le public cultivé, prenant ainsi ses distances avec les modèles britanniques et américains (sauf peut-être Samuel Eliot Morison, que Stacey admirait) :

> *I felt strongly that a Canadian official history should be addressed primarily to the « intelligent general reader ». It followed, I thought, that it should be non-technical and relatively modest in scale. The public would not wade throught eight or ten volumes of military detail*[12].

Pour Stacey, l'histoire officielle s'adresse au citoyen qu'elle doit renseigner, afin qu'il puisse former son jugement sur les problèmes militaires de l'avenir. Les militaires et les spécialistes pourront la trouver utile, mais au besoin ils devront consulter des monographies techniques[13].

La rédaction de l'histoire officielle commence après que le ministre eut approuvé un projet présenté en décembre 1944 : préparation d'une histoire préliminaire à terminer un an après la fin des hostilités, suivie des quatre volumes de l'histoire officielle dans les cinq ans. Stacey, jusque-là responsable du bureau de Londres, devient historien officiel pour la Deuxième Guerre mondiale et directeur de la Section historique à l'État-major. Duguid conserve la responsabilité de l'histoire de la Première Guerre qu'on souhaite toujours mener à bien. À tous égards, c'est trop optimiste[14].

En effet, malgré que Stacey et son équipe s'y consacraient assidûment, la version anglaise du *Résumé historique officiel* ne fut prête qu'en 1948, l'édition française l'année suivante. Entre-temps, les pressions pour réduire les dépenses militaires croissaient. En janvier 1947, le nouveau ministre de la Défense, Brooke Claxton, demanda au chef d'état-major de mettre fin immédiatement aux travaux sur la Première Guerre mondiale et à tous les autres travaux historiques avant le 31 mars 1948. C'eût été la fin de la Section historique, n'eût été l'intervention inopinée de Lester Pearson. Il fit valoir que de tous les Alliés, le Canada était le seul qui s'intéressait si peu à ses armées qu'il ne voulait même pas en connaître l'histoire. C'était aussi une décision inopportune parce que la guerre froide battait son plein, que l'OTAN était en formation et que les dépenses militaires allaient augmenter.

Claxton se rendit partiellement à l'argumentation de Pearson : Duguid fut contraint à la retraite, son équipe démantelée et les archives de la Première Guerre transférées aux Archives nationales ; mais l'équipe Stacey fut conservée et renforcée de quelques éléments de celle de Duguid. Comme le projet d'histoire de la Grande Guerre n'allait nulle part, les dommages étaient limités[15].

Un autre problème fit surface avant la publication du résumé officiel de 1948. En plus d'imposer des restrictions budgétaires, Claxton avait une idée très personnelle de l'histoire officielle. Il concrétisait ainsi la pire crainte de Stacey, qui n'était pas de subir le sort de Callisthène, mais d'être censuré au niveau politique le plus élevé :

> *I had always been sure that any attempt at interference with the content of the history would come from the politicians and not the soldiers. I was right. The soldiers always supported honest history. (But of course it was the politicians who had the power.) I am glad to have given nineteen years of my life to the Canadian army.*

Stacey pensait pourtant s'être prémuni contre les ingérences de toutes sortes par des arrangements spéciaux avec les chefs d'état-major, approuvés par les prédécesseurs de Claxton :

> *[I]n order that the official history may carry proper authority and have a standing in its field worthy of the magnitude of the subject, it is considered that an official historian should be appointed, and that he should be placed in an independent position, which ought properly to be defined in advance, if necessary by Order-in-Council. The formula which was used in the case of the last official history* [celle de la Première Guerre mondiale], *to the effect that the author had been given full access to the official documents, but that inferences drawn and opinions expressed were those of the author himself, for which the Department was in no way responsible, should be a sound guide to procedure in this case, and should be taken literally. It seems unlikely that any historian of competence and standing in the profession would undertake such a task without an understanding that he would be made fully responsible, that he would be given sufficient staff, and that his work would not be in any way subject to censorship other than on grounds of military security*[16].

Stacey désirait que l'approbation se fasse au niveau du chef d'état-major et du ministre seulement, pour éviter les obstructions des petits chefs dont l'armée est abondamment peuplée. En cas de problème, il avait obtenu un accès direct au chef d'état-major pour régler les différends[17].

Claxton ne l'entendait pas ainsi. Fait extraordinaire, le ministre prit le temps de lire attentivement le manuscrit du résumé officiel, au grand désarroi de l'historien. Claxton a ensuite chicané plusieurs aspects mineurs, préoccupé de prévenir toute controverse publique. Par exemple, le texte sur le retrait des mains du général McNaughton du commandement de la Première Armée en 1943 dut être remanié à la suite des critiques du ministre, alors que ledit texte avait été accepté par McNaughton ! Ces difficultés devaient

se répéter lors des étapes finales d'approbation des deux premiers volumes de l'histoire officielle. Bien que terminés dès 1953, les deux volumes ne parurent qu'en 1955 et 1956, chaque fois parce que le ministre de la Défense ou ses collègues du Cabinet craignaient un débat public. Louis Saint-Laurent a même contraint l'historien officiel à retirer toute référence précise aux discussions du Cabinet, au ton employé par les ministres ou à leurs divergences. Seules des périphrases très vagues furent permises. Heureusement pour l'histoire officielle, les libéraux furent battus par les conservateurs en 1958. Le gouvernement Diefenbaker approuva sans le lire le troisième tome, qui put paraître en 1960, dix ans après la fin de l'échéancier initial. Et depuis 1958, aucun ministre de la Défense ni Cabinet n'a imposé de censure aux histoires officielles[18].

Le quatrième tome, sur les politiques de guerre du Canada entre 1939 et 1945, n'a paru qu'en 1971. Sa conception est si différente — il porte sur les trois armes, et c'est essentiellement de l'histoire politique — qu'on n'y réfère pas comme un volume de l'histoire officielle de l'Armée de terre. Stacey a exprimé plus tard une certaine déception sur la portée utile de sa dernière grande contribution à l'historiographie militaire canadienne :

> *It was in fact intended to be useful, in the event of another great emergency, not only to military men but also to diplomatists and even politicians. We may have another great war, but it certainly will not be much like that of 1939-45. Even so, I hoped the book's presentation of national problems and attempts at solution might have some value. On the basis of experience, however, I feel pretty certain that when and if emergency comes nobody in authority will think of consulting it. They will learn the old lessons over again and make the old mistakes*[19].

Le modèle établi en 1940 fut repris lors de l'éclatement de la guerre de Corée. En 1956, un court récit officiel sans prétention fut publié, mais c'est seulement en 1966 que l'histoire officielle parut, une production bien modeste par rapport aux autres histoires officielles de l'armée[20].

Toujours dans les années 1950, la Section historique de l'armée de terre entreprit la publication d'une série de courtes synthèses destinées à la formation des élèves-officiers. Cette collection « Jaune » — de petits formats sous couverture jaune — comprend des volumes portant aussi bien sur l'histoire militaire canadienne que sur des sujets classiques[21]. Ainsi, aux côtés d'une *Introduction à l'étude de l'histoire militaire canadienne*, une dizaine d'éditions et de réimpressions entre 1951 et 1972, on trouve une étude sur les opérations en 1914 (avant l'engagement du CEC), sur Marlborough, sur Napoléon, sur les opérations dans la péninsule ibérique entre 1808 et 1814 et un brillant texte du lieutenant-colonel Hunter sur le maréchal Foch. Contrairement à la politique suivie depuis la Première Guerre mondiale, les titres de cette collection sont uniquement en anglais, sauf l'*Introduction à l'étude de l'histoire militaire canadienne*.

Si le service historique de l'armée est extrêmement actif de 1945 à 1965, les résultats sont moins probants pour ceux de la marine et de l'aviation. En février 1940, la Marine royale canadienne confie la responsabilité d'amasser l'information pour son histoire officielle à son Contrôleur de l'information navale. Cet arrangement insatisfaisant est abandonné rapidement et, en juin 1941, Gilbert N. Tucker, détenteur d'un doctorat de Cambridge, est engagé. Contrairement à Stacey, on ne lui offrira pas de porter l'uniforme et il demeurera toujours un excentrique aux yeux de la hiérarchie navale. Contrairement à l'armée également, il disposait de peu de moyens : un employé à Londres et deux à Ottawa, comparés aux 35 de Stacey et 12 de Duguid. Cependant, sa petite équipe ne comptait que des diplômés d'histoire. Avec ces faibles moyens, Tucker parviendra à produire deux volumes d'histoire officielle sur la politique, l'administration et les opérations côtières de 1910 jusqu'en 1945. Il hésitait à aller plus loin, l'impossibilité d'accéder aux archives allemandes rendant aléatoire la rédaction d'une histoire des opérations dans l'Atlantique, le troisième volume prévu.

Très érudit, les volumes de Tucker ont déplu souverainement à Claxton qui décida d'engager un journaliste réputé, Joseph Schull, pour produire un volume sur les opérations s'adressant au grand public. Ce sera *Lointains navires*, publié en 1950, et écrit grâce aux récits préparés par l'équipe de Tucker. Son équipe démantelée à la suite de la même décision qui avait menacé de fermeture le service historique de l'Armée de terre, Tucker quitta la Défense nationale. Une nouvelle section de la Marine revécut en 1952 sous la direction de E. C. Russell (M. A. en histoire) et, avant d'être amalgamée avec les sections historiques des autres services, elle produira une histoire de l'aviation navale canadienne et une histoire des opérations navales au large de la Corée, deux livres grand format bien illustrés[22].

N'étant pas protégé pas un accord limitant la révision de son texte au chef d'état-major, Tucker a soumis en 1945 l'une de ses narrations préliminaires au directeur de la planification navale. L'une des critiques formulées se lisait ainsi : « [T]he author takes on to himself to criticise ships' actions, without indicating whether naval authorities agree with him. Presumably this is supposed to be a narrative and not an analysis. Therefore the author's opinions are not required[23]. » Tucker avait commis la faute cardinale de soumettre un texte préliminaire à un membre de l'état-major, s'embarquant dans un processus de censure sans fin.

Au moment de l'intégration, la section de la Marine n'a donc réalisé qu'imparfaitement ses objectifs : les volumes de Tucker négligent les aspects opérationnels, celui de Schull n'a pas bénéficié des recherches dans les archives allemandes et ceux de Russell sont d'une ampleur limitée.

Dans l'Aviation, les débuts sont plus prometteurs que pour la Marine, mais les résultats sont encore plus décevants. En janvier 1940, un officier de carrière, le chef d'escadrille K. B. Conn, est chargé de la collecte des archives. Il s'adjoint à la fin de 1941 un historien professionnel, F. H. Hitchens. Son équipe atteindra 32 personnes (dont 18 au Canada) en 1945. En s'inspirant de l'histoire officielle de l'aviation britannique durant la Grande Guerre (six volumes publiés de 1922 à 1937), il envisage de produire pas moins de neuf volumes, deux pour la période pré-1939, six pour la guerre et un rassemblant des études spécialisées. Dans l'intérim, la section historique de l'aviation publie des récits populaires des opérations, trois volumes de 1944 à 1948.

Cet autre ambitieux plan s'est écroulé lorsque Claxton a imposé son couperet budgétaire. La section historique de l'aviation survécut péniblement sous la direction du commandant Manning, auquel on confia également la responsabilité des relations publiques. N'ayant que quatre assistants (sans diplômé en histoire), Manning ne put entreprendre la préparation de l'histoire officielle. Aucun volume d'histoire officielle ne sera donc publié par cette section[24].

La section historique de l'Armée de terre est donc la seule à avoir complété son programme avant l'unification des trois sections en 1965. Elle est aussi la seule à avoir disposé du soutien de sa hiérarchie ; en effet, avant 1965, les budgets étaient octroyés par les états-majors des armes, ce qui au bout du compte dénote un intérêt moindre de la Marine et de l'Aviation pour l'histoire officielle.

* * *

Dès 1947, dans la foulée des réductions demandées par Claxton, l'idée d'un seul service historique fusionné avait été lancée. Elle s'était alors heurtée aux rivalités entre les trois services et on l'avait abandonnée. En 1962, le ministre Hellyer s'est encore buté aux mêmes résistances, particulièrement dans la Marine et dans l'Aviation, dont les sections historiques étaient modestes comparées à celle de l'Armée[25]. Finalement, Hellyer a trouvé les appuis au Cabinet pour imposer l'unification et les trois sections durent accepter l'inévitable. C'est ainsi qu'en 1965 furent greffés autour de la section de l'Armée de terre quelques éléments des autres armes.

Pour réussir l'intégration, on a demandé à C. P. Stacey de prendre charge du nouveau Service historique (SHist) avec comme premier mandat l'histoire officielle de l'Aviation. Stacey avait quitté l'armée en 1959, ayant atteint la limite d'âge pour un colonel. Il enseignait depuis à l'Université de Toronto. Il accepta de revenir en tant que civil. À compter de ce moment,

tous les directeurs furent des civils, car on considérait qu'il fallait un professionnel que seuls les milieux universitaires étaient à même de produire. En outre, les militaires sont mutés en cours de carrière, alors que les civils occupent longtemps leurs fonctions, un gage de continuité. Signalons que l'unification s'est soldée par une réduction des effectifs, qui passent de 42 pour les trois services en 1965 à 34 avec l'unification[26].

Stacey ne reprit du service que pour dix-huit mois, le temps de donner l'impulsion à l'histoire officielle de l'Aviation[27]. Ses successeurs mèneront à bien ce dernier projet, dont les trois premiers volumes, couvrant la période 1909-1945, seront publiés entre 1980 et 1994, l'édition française du volume III devant paraître dans le courant de 2000.

Il faut dire quelques mots sur le premier tome, car sa préparation présentait un défi majeur. À l'époque, il n'y avait pas d'aviation militaire canadienne et tous les aviateurs canadiens de 1914-1918 ont donc servi sous les ailes britanniques. Le tome I porte d'ailleurs le sous-titre *Les aviateurs canadiens dans la Première Guerre mondiale*. Or, les aviateurs canadiens n'ayant pas de dossiers de service au Canada, il a fallu se livrer à une enquête minutieuse dans les archives britanniques pour ficher quelque 13 000 noms. Le travail de compilation, entrepris en 1919, qui avait été recommencé en 1941, n'a été complété que dans les années 1970. Et encore, on est certain qu'environ 3000 noms ont été oubliés. Ce recensement allait permettre d'invalider la perception conventionnelle de la contribution des aviateurs canadiens en 1914-1918 : il y eut plus que quelques as, comme l'histoire officielle britannique le laisse croire, et la participation canadienne fut au contraire très significative.

C'est seulement une fois les aviateurs identifiés que toutes les unités britanniques, où des Canadiens servirent, purent être déterminées, que les principales campagnes où les Canadiens furent engagés purent faire l'objet de comptes rendus sensés et que la qualité de l'entraînement et les tactiques employées purent être analysées. Alors que les journaux de guerre fournissent généralement *avant* l'intervention de l'historien un point de départ solide, pour les aviateurs de 1914 « il a fallu produire l'ensemble des documents qu'on peut d'habitude consulter immédiatement pour écrire l'histoire militaire canadienne[28] ». Quiconque a des doutes sur les méthodes et les qualités analytiques d'un service historique officiel devrait lire attentivement le tome I de l'histoire de l'Aviation. Quant à l'indépendance des historiens officiels, elle est illustrée par la controverse soulevée lors de la parution du volume III. En effet, les critiques formulées sur le bombardement stratégique de l'Allemagne — moins efficace que ne l'a prétendu l'aviation canadienne, en particulier lorsque la population était visée — n'ont pas plu à certains groupes d'anciens combattants[29].

S. F. Wise quitte le Service historique en 1973 et son successeur, W. A. B. Douglas coordonnera la publication des tomes II et III. Mais Douglas, un ancien officier de marine, avait aussi un autre projet en tête : en 1981, il obtiendra l'autorisation de reprendre l'histoire des opérations de la Marine durant la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire de remplacer la synthèse de Schull par un travail d'érudition conforme aux standards universitaires[30].

Avec les années 1970 arrive le bilinguisme officiel. Jusque-là, les diverses sections historiques s'étaient efforcées de publier en français, mais il s'agissait toujours de traductions. Tous les travaux préliminaires et tous les manuscrits étaient préparés en anglais par des équipes composées uniquement d'anglophones, les quelques francophones occupant des postes subalternes. Le Service historique aurait pu prendre une attitude attentiste en s'en tenant à sa politique de traduction, mais le nouveau directeur choisit plutôt de mettre sur pied une section francophone à l'intérieur du service. Naturellement, Douglas confia d'abord à la section francophone le mandat de s'attaquer à la participation des francophones aux Forces canadiennes. D'où les monographies sur le bilinguisme dans les Forces canadiennes de Serge Bernier, Jean Pariseau et Armand Letellier, l'étude de Jean-Pierre Gagnon sur le 22e bataillon et celle de René Morin sur les écoles pour enfants de militaires[31]. C'est ainsi que de 1974 à 1996, moment où la section est démantelée pour cause budgétaire, deux ou trois historiens rédigent leurs travaux en français.

La décision de Douglas fut cependant difficile à implanter. Déjà, dans les sections historiques d'avant 1965, il était devenu la norme de n'engager que des diplômés en histoire. Or il n'y avait aucun département d'histoire dans les universités québécoises ou à Ottawa qui produisait des historiens militaires ; l'histoire militaire professionnelle en français au Canada était quasi inexistante[32]. La seule solution était de faire profiter les francophones de l'ancienne pratique qui faisaient que le Service historique servait d'école des diplômés avant que les universités canadiennes-anglaises développent des programmes d'histoire militaire. Furent donc engagés des historiens formés à l'histoire sociale auxquels sera donnée l'occasion de se tourner vers l'histoire militaire[33].

Cela explique que la décision de Douglas ait eu une conséquence étrange. Dans les années 1970, l'école des Annales et l'histoire sociale connaissent une grande vogue auprès des francophones. Aussi, l'histoire en français qui se développe sous le parapluie du Service historique sera de l'histoire sociale appliquée au monde militaire[34]. Quant aux anglophones, ils sont occupés à plein temps par l'histoire de l'Aviation. À son corps défendant, le service en vient à produire Deux Solitudes en son sein même. Et malgré leur intérêt, les travaux d'histoire sociale touchent un public limité,

le marché francophone étant sous-développé et le genre moins populaire que l'histoire officielle. Cette situation de déséquilibre perdure encore en 1999. Le clivage linguistique provoque et entretient un clivage méthodologique et historiographique : aux anglophones l'histoire militaire *mainstream*, aux francophones l'histoire sociale, un genre qui reste marginal dans les milieux professionnels d'histoire militaire. Comme au même moment un renouvellement de l'historiographie militaire se produit dans le monde anglophone, le rapprochement des deux traditions historiques s'annonce problématique.

Alors que les premiers grands travaux de la Section historique francophone et le second tome de l'histoire officielle de l'aviation se dirigent vers les presses, le service atteint l'effectif le plus important de son histoire, 38 personnes. Outre les historiens et le personnel de soutien sont venus s'ajouter des professionnels de l'archivistique et de la bibliographie. Cette situation n'allait pas durer. À la fin des années 1980, des nuages d'orage s'accumulent au-dessus des Forces canadiennes et le Service historique va écoper et, comme en 1947, peu s'en fallut que le service disparaisse. Il ne devra sa survie qu'à l'intervention personnelle du chef d'état-major de l'époque, le général John de Chastelain, à sa capacité d'absorber des réductions sévères (abaissement des effectifs professionnels à huit) et à celle de phagocyter d'autres unités administratives à finalité patrimoniale (patrimoine militaire, c'est-à-dire perpétuation des unités et héraldique, cérémonies, médailles et décorations et même musiques militaires). Dès lors, un changement d'appellation s'impose : on parlera désormais de la Direction Histoire et patrimoine (DHP).

Cependant, les réductions et le vent de privatisation qui soufflait sur le gouvernement seront l'occasion d'affirmer une pratique ancienne de manière spectaculaire, de transformer une situation difficile en occasion stratégique. On a vu que les sections historiques ne s'étaient pas limitées à la production de volumineuses histoires officielles. Elles n'avaient pas hésité à investir des marchés plus vastes lorsque l'occasion s'en présentait. Encore en 1963, un projet de la Section historique de l'Armée de terre pour le centenaire de la Confédération était approuvé. Il s'agissait d'un volume sur l'histoire des forces armées du Canada du Régime français jusqu'à 1965, moment où D. J. Goodspeed en terminait la rédaction[35]. Écrit de circonstance, c'est pourtant un excellent livre et c'est la seule synthèse officielle sur l'histoire des forces armées canadiennes à ce jour.

D'une certaine manière, ce volume annonce les histoires commémoratives publiées à partir de 1992 : un peu de recherche inédite, un texte agréable annoté légèrement, une iconographique recherchée, un format beau livre et un prix acceptable. Ces livres commémoratifs sont générale-

ment publiés à la veille d'un anniversaire important : Vimy, Dieppe, le débarquement, la Bataille de l'Atlantique, le 75e anniversaire de l'Aviation royale canadienne (ARC), etc. Certains volumes renferment plus de nouveautés que d'autres. Par exemple, dans celui sur Dieppe, on porte un jugement plus sévère sur le commandement que dans l'histoire officielle. De même, l'histoire de la Bataille de l'Atlantique expose des résultats de recherches qui normalement n'auraient été communiqués au public que dans la nouvelle histoire officielle de la Marine devant paraître d'ici quelques années.

Car ayant survécu aux coupes, la DHP peut s'attaquer au dernier grand pan d'histoire officielle, celui de la Marine. Le projet initial de remplacer le volume de Schull est devenu plus ambitieux, malgré les réductions de moyens. Les deux livres de Tucker seront aussi remplacés par un volume sur l'avant 1939 et un troisième tome est prévu pour la période 1945-1968. On réécrira donc une toute nouvelle histoire officielle de la Marine[36]. La décision s'imposait sur le plan scientifique, l'histoire navale ayant fait des progrès considérables depuis 1952. Il a cependant fallu reporter la préparation du tome IV de l'histoire de l'ARC, le projet de la marine étant jugé prioritaire.

À la DHP, il y a donc une équipe s'occupant de l'histoire officielle de la Marine, mais il s'en trouve une autre qui travaille sur les opérations les plus fréquentes des Forces canadiennes depuis 1945 : les missions de maintien et d'imposition de la paix. Comme il existe un intérêt à l'état-major sur les leçons à tirer de ce type d'engagement, on en profite pour renouer avec l'histoire officielle à utilité opérationnelle. Ainsi, alors même que les Forces canadiennes étaient engagées dans le golfe Persique, un historien rassemblait des données et réalisait des interviews[37] ; ce qui fait que l'histoire de la participation des Canadiens à l'opération « Tempête du désert » a été publiée à l'intérieur d'un délai de six ans. Comme une partie de l'information est toujours secrète, ce sera pour longtemps le seul ouvrage permettant au public intéressé de poser un jugement informé sur les événements.

Nous avons fait allusion à quelques reprises au renouvellement de l'historiographie militaire. Il est évident que l'histoire officielle n'évolue pas en vase clos. L'histoire militaire d'aujourd'hui n'a rien à voir avec l'histoire-bataille décriée par l'école des Annales. Elle est maintenant sous l'influence d'une école analytique principalement basée en Grande-Bretagne et aux États-Unis qui ne découpe plus le sujet en batailles ou en campagnes, mais qui l'analyse en profondeur, souvent dans une perspective d'histoire comparée. Plutôt que les événements, on s'intéresse aux méthodes aux niveaux tactique[38], opérationnel[39] ou stratégique[40] (ce qui s'appelle dans le milieu des écrivains militaires « doctrines »), à leur interaction avec la technologie[41],

à des sujets plus ésotériques comme la logistique[42], à une approche culturelle[43] ou institutionnelle[44], ou encore à des sujets plus « mous » comme le leadership[45] ou la psychologie et le moral[46], et ainsi de suite. En somme, le champ exploré s'est considérablement élargi dans les dernières décennies pour embrasser à peu près tous les thèmes, y compris ceux de l'histoire sociale largement définie. Si l'histoire militaire officielle reste parfois en deçà de cette révolution historiographique, elle ne l'ignore pas.

L'histoire militaire officielle subit également des influences plus générales. L'histoire des femmes en fournit un exemple. Elles sont peu présentes dans l'histoire officielle de l'Armée (terminée en 1970), elles sont presque totalement absentes de celle de l'Aviation (conçue à la fin des années 1960), mais il est prévu que la participation des femmes, des WRCNS en particulier, soit mieux intégrée dans l'histoire officielle de la Marine[47].

La politique à l'égard des francophones, inaugurée par Alec Douglas, se poursuit sous le mandat de son successeur, Serge Bernier. La DHP, qui depuis toujours entretient des liens serrés avec les milieux canadiens-anglais, s'efforce maintenant d'être un catalyseur pour les francophones intéressés par l'histoire militaire. Avec des ressources limitées, elle encourage des jeunes chercheurs à poursuivre des études doctorales en histoire militaire. En association avec d'autres institutions, notamment l'Association québécoise d'histoire politique, l'UQAM et le Collège militaire royal, sont organisés des colloques et publiés des actes de colloques depuis quelques années. Bien sûr, l'effort principal de la DHP porte toujours sur la préparation d'histoire officielle, mais il y a là le pari de créer une masse critique d'historiens militaires francophones.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. J. F. C. Fuller, *The generalship of Alexander the Great*, Ware (Hertfordshire), Wordsworth, 1998 (1958), p. 52, 64 et suiv.

2. Sur les préventions des milieux universitaires envers l'histoire militaire et sur sa défense, voir Michael Howard, *The causes of wars and other essays*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1984, p. 188-197. Sur les qualités et les défauts du genre « histoire militaire officielle », lire John Keegan, *The face of battle*, New York, Viking Press, 1976, chap. 1.

3. Sur l'état-major général prussien, voir la présentation classique de Trevor N. Dupuy, *A genius for war : the German Army and General Staff, 1807-1945*, 8e éd., Falls Church (Virginie), Nova Publications, 1997 (1977), chap. 3, 4 et 5. Dupuy néglige l'influence que les méthodes du maréchal Berthier, chef d'état-major de Napoléon, ont eu sur la formation de l'état-major prussien.

4. Brereton Greenhous, « The history of DHist », manuscrit, Ottawa, DHP, 1998, p. 58. On peut y suivre l'histoire des sections de l'Armée, de la Marine et de l'Aviation. Ce texte sera « publié » sous peu sur le site Internet de la DHP.

5. Sur Aitken, voir *ibid.*, p. 3-7. Pour les publications des sections historiques des Forces canadiennes, voir l'annexe.

6. *Ibid.*, p. 8-10.
7. Chaque unité perpétue ses faits d'armes. Un problème s'est présenté en 1919 lorsque les très nombreux bataillons canadiens furent dissous et qu'il fallut s'assurer que les honneurs reçus pendant la guerre soient perpétués par les unités restantes. Duguid et son équipe consacrèrent un temps considérable à démêler l'écheveau de la perpétuation aux dépens de la production de l'histoire officielle.
8. B. Greenhous, *op. cit.*, p. 21-22.
9. Ces connaissances accumulées avec les fonds publics sont mises progressivement à la disposition du public sur le Web par la DHP.
10. C. P. Stacey, « The historical programme of the Canadian Army overseas », *The Canadian Historical Review*, vol. 26, n° 3, septembre 1945, p. 229-238.
11. Selon John A. English (*The Canadian Army in the Normandy campaign : a study of failure in high command*, New York, Praeger, 1991, p. xv) : « The more one reads Stacey, the more one is struck by the sheer magnitude of his scholarly achievement. »
12. C. P. Stacey, « Life and hard times of an official historian », *The Canadian Historical Review*, vol. 51, n° 1, mars 1970, p. 25.
13. C. P. Stacey, préface à l'*Histoire officielle de l'Armée canadienne dans la Seconde Guerre mondiale. Six années de guerre : l'armée au Canada, en Grande-Bretagne et dans le Pacifique*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1957, p. xi.
14. B. Greenhous, *op. cit.*, p. 21-27.
15. *Ibid.*, p. 28-29. Pour combler le trou laissé par l'abandon de l'histoire de Duguid, un projet d'histoire officielle en un volume fut approuvé par le ministre en 1956. Écrite par le colonel G. W. L. Nicholson, elle a paru en 1962.
16. C. P. Stacey, « Life and hard times... », *op. cit.*, p. 28 et 26 respectivement pour les deux citations précédentes.
17. C. P. Stacey, *A date with history : memoirs of a Canadian historian*, Ottawa, Deneau Publishers, [1983], p. 171-172.
18. B. Greenhous, *op. cit.*, p. 31-35. Sur la censure, qu'elle vienne de la hiérarchie militaire, du cabinet, des Communes ou des anciens combattants, il faut lire le témoignage d'un historien officiel britannique, Noble Frankland : *History at war : the campaigns of an historian*, Londres, Giles de la Mare Publishers, 1998, viii-246 p. Constamment, Frankland et ses collègues eurent à lutter pour imposer leur interprétation des faits contre les pouvoirs établis, presse y compris. Ce qui est remarquable, ce n'est pas qu'il y ait eu des tentatives de censure, c'est que *malgré* les tentatives de censure, l'indépendance de jugement des historiens officiels fut préservée. Ils n'y seraient probablement pas parvenu sans l'appui de la communauté universitaire.
19. C. P. Stacey, *A date with history...*, *op. cit.*, p. 246.
20. B. Greenhous, *op. cit.*, p. 36-37.
21. Les publications de la collection « Jaune » sont similaires à celles des Australiens. Voir par exemple, E. G. Keogh, *Suez to Aleppo*, Melbourne, Directorate of military training, 1954, [iv]-268 p.
22. G. N. Tucker, « The Royal Canadian Naval historical section and its work », *The Canadian Historical Review*, vol. 26, n° 3, septembre 1945, p. 239-245, pour le programme ; B. Greenhous, *op. cit.*, p. 39-42, pour les difficultés.
23. Incident rapporté dans W. A. B. Douglas, « Filling gaps in the military past : recent developments in Canadian official history », *Revue d'études canadiennes*, vol. 19, n° 3, automne 1984, p. 113-114.

24. Kenneth B. Conn, « The Royal Canadian Air Force historical section », *The Canadian Historical Review*, vol. 26, n° 3, septembre 1945, p. 246-254, pour le programme ; B. Greenhous, *op. cit.*, p. 42-45, pour les résultats.
25. B. Greenhous, *ibid.*, p. 30 et 38-39.
26. *Ibid.*, p. 46-47.
27. C. P. Stacey, *A date with history...*, *op. cit.*, p. 255-257.
28. S. F. Wise, *Histoire officielle de l'Aviation royale du Canada, tome premier : les aviateurs canadiens dans la Première Guerre mondiale*, Ottawa, ministère de la Défense nationale, 1982, préface et annexe C. La citation vient de la p. xiv.
29. B. Greenhous, *op. cit.*, p. 61.
30. *Ibid.*, p. 53.
31. W. A. B. Douglas, « Filling gaps... », *op. cit.*, p. 121.
32. Il existe une « littérature » militaire au Québec, comme l'a montré Jean-Pierre Gagnon dans « Les historiens canadiens-français et la participation canadienne-française à la Deuxième Guerre mondiale », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, n^{os} 3-4, printemps-été 1995, p. 25-42. Mais il s'agit presque toujours de livres de souvenirs ou d'histoires régimentaires auxquels manque une touche professionnelle. Et comme le déplore Gagnon, les historiens généralistes du Québec ignorent complètement cette « littérature ».
33. B. Greenhous, *op. cit.*, p. 57.
34. C'est Douglas qui lie la section francophone à la tradition de l'école des Annales. Voir « Filling gaps... », *op. cit.*, p. 121 ; « National military history in a unified service : the Canadian experience », tapuscrit d'une conférence présentée devant l'American Historical Association, Ottawa, décembre 1984, p. 18.
35. B. Greenhous, *op. cit.*, p. 45 et 47-48.
36. *Ibid.*, p. 59.
37. Voir Jean H. Morin, « La mémoire des forces armées : le service historique de la Défense nationale », *Cap-aux-Diamants*, n° 43, automne 1995, p. 54-56.
38. Par exemple, le livre du Canadien John A. English, *On infantry*, New York, Praeger, 1984 (1981), xxii-264 p. ; celui de l'Américain Bruce I. Gudmundsson, *Stormtroop tactics : innovation in the German Army, 1914-1918*, New York, Praeger, 1989, xvii-210 p. ; et celui du Britannique Paddy Griffith, *Battle tactics of the western front : the British Army's art of attack, 1916-18*, New Haven, Yale University Press, 1996 (1994), xvi-286 p. La thèse de Bill Rawling, de la DHP, est proche de ce courant : *Surviving trench warfare : technology and the Canadian Corps, 1914-1918*, Toronto, University of Toronto Press, 1992, 325 p.
39. L'influence de l'école tactique anglaise est perceptible dans le livre d'un autre Canadien, Shane B. Schreiber : *Shock army of the British Empire : the Canadian Corps in the last 100 days of the Great War*, Westport (Conn.), Praeger Publications, 1997, 192 p.
40. Pour ne citer qu'un exemple influent du côté de l'aviation : Williamson Murray, *Strategy for defeat : the Luftwaffe 1933-1945*, Maxwell Air Force Base (Alabama), Air University Press, 1983, xxvi-364 p.
41. Des livres comme ceux de Shelford Bidwell et Dominick Graham (*Fire-power : British army weapons and theories of war 1904-1945*, Londres, George Allen & Unwin, 1982, xvi-327 p.) et de Tim Travers (*How the war was won : command and technology in the British Army on the Western Front 1917-1918*, Londres, Routledge, 1992, xviii-232 p.) ont renouvelé l'historiographie de la Première Guerre mondiale.
42. Voir le classique de Martin Van Creveld, *Supplying war : logistics from Wallenstein to Patton*, Cambridge, Cambridge University Press, 1977, xi-284 p. ; et le récent Ian M.

BROWN, *British logistics on the Western Front, 1914-1919*, Westport (Conn.), Praeger, 1998, xvi-261 p.

43. Voir la traduction toute récente du livre provocant de Martin Van Creveld, *La transformation de la guerre*, Paris, Éditions du Rocher, 1998, 318 p.

44. Voir par exemple la thèse d'un autre historien de la DHP, Steve Harris : *Canadian brass : the making of a professional army 1860-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 1988, x-271 p.

45. Encore Martin Van Creveld, cette fois avec *Command in war*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1985, x-339 p.

46. Étudier les ressorts psychologiques et moraux qui animent les combattants, risquant leur vie pour des motifs plus ou moins clairs, est l'un des sujets les plus difficiles en histoire militaire. Il est largement ignoré dans les histoires officielles, en raison de la rareté et du peu de fiabilité des sources. Mais voir les résultats étonnants de l'Australien Rory Muir, un disciple de l'école tactique anglaise, dans son *Tactics and the experience of battle in the age of Napoleon*, New Haven, Yale University Press, 1998, x-342 p.

47. W. A. B. Douglas, « Official history and womens' history », tapuscrit d'une conférence pour le mois de l'histoire des femmes, Ottawa, 15 octobre 1993, 16 p.

Annexe : production des services historiques du ministère de la Défense

À l'intérieur de chaque section, les titres sont classés par année de publication de l'édition originale anglaise et non par ordre alphabétique. Lorsqu'une édition française existe, seule cette édition est décrite. Toutes les publications historiques sont énumérées, à l'exclusion des ouvrages sur les musées, les uniformes, les cérémonies et la perpétuation des unités. Les histoires officielles réalisées par des comités *ad hoc*, qui n'ont pas fait l'objet de l'étude qui précède, sont ajoutées pour mémoire.

Les histoires officielles

MACPHAIL, Andrew, *Official history of the Canadian Forces in the Great War 1914-1919 : the medical services*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1925, viii-428 p. + carte.

DUGUID, A. Fortescue, *Histoire officielle de l'Armée canadienne dans la Grande Guerre 1914-1919. Histoire générale, vol. I : depuis le début des hostilités jusqu'à la formation du Corps expéditionnaire canadien, août 1914 à septembre 1915*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1947 (éd. orig angl. 1938), xxvii-660 p. + cartes. Accompagné d'un volume de documents : *Official history of the Canadian Forces in the Great War 1914-1919. General series vol. I : From the outbreak of war to the formation of the Canadian Corps, August 1914 - September 1915. Chronology, appendices and maps*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1938, liii-464 p. + cartes.

KENNEDY, J. de N., *History of the Department of Munitions and Supply Canada in the Second World War*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1950, 2 vol.
Tome I : *Production branches and crown companies*, xviii-520 p. + organigramme.
Tome II : *Controls, service and finance branches, and units associated with the Department*, vii-661 p.

TUCKER, Gilbert Norman, *The Naval Service of Canada, its Official History*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1952, 2 vol.

Tome I : *Origins and early history*, xii-436 p.
Tome II : *Acitivities on shore during the Second World War*, xiii-579 p.

FEASBY, W. R. (dir.), *Official History of the Canadian Medical Services 1939-1945*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1953-1956, 2 vol.
Tome I : *Organization and campaigns*, 1956, xii-568 p.
Tome II : *Clinical subjects*, 1953, xv-537 p.

STACEY, C. P. et J. W. L. NICHOLSON, *Histoire officielle de la participation de l'Armée canadienne à la Seconde Guerre mondiale*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1957-1960 (1re éd. orig. 1955-1960) 3 vol.
Tome I : STACEY, C. P., *Six années de guerre : l'Armée au Canada, en Grande-Bretagne et dans le Pacifique*, 1957 (éd. orig. angl. 1955), xiii-652 p.
Tome II : NICHOLSON, G. W. L., *Les Canadiens en Italie 1943-1945*, 1960 (éd. orig. angl. 1956), xv- 851 p.
Tome III : STACEY, C. P., *La campagne de la victoire : les opérations dans le nord-ouest de l'Europe 1944-1945*, 1960 (éd. orig. angl. 1960), xiii-837 p.

NICHOLSON, G. W. L., *Le Corps expéditionnaire canadien 1914-1919*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1963 (éd. orig. 1962), xiv-671 p.

THORGRIMSSON, Thor et E. C. RUSSELL, *Les opérations navales du Canada dans les eaux coréennes 1950-1955*, Ottawa, Section historique de la Marine, 1966 (éd. orig. 1965), v-179 p.

WOOD, Herbert Fairlie, *Histoire officielle de l'Armée canadienne. Singulier champ de bataille : les opérations en Corée et leurs effets sur la politique de défense du Canada*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1966, vi-354 p.

KEALY, J. D. F. et E. C. RUSSELL, *Histoire de l'aéronavale canadienne*, Ottawa, Section historique de la Marine, 1967, viii-187 p.

STACEY, C. P., *Armes, hommes et gouvernements : les politiques de guerre du Canada*, Ottawa, MDN, 1971 [le copyright indiqué, 1970, est erroné], vi-747 p.

WISE, S. F. *et al.*, *Histoire officielle de l'Aviation royale du Canada, tome premier*, Ottawa, MDN, 1982-2000 (éd. orig angl. 1980-1994), 3 vol.
Tome I : WISE, S. F., *Les aviateurs canadiens dans la Première Guerre mondiale*, 1982 (éd. orig. 1980) xix-[vi]-835 p. + cartes.
Tome II : DOUGLAS, W. A. B., *La création d'une aviation militaire nationale*, 1987 (éd. orig. 1986), xxviii-881 p. + cartes.
Tome III : GREENHOUS, Brereton, Stephen J. HARRIS, William C. JOHNSTON et William G. P. RAWLING, *The crucible of war 1939-1945*, 1994, xxiv-1096 p. + cartes. Éd. française prévue en 2000.

MORIN, Jean H. et Richard H. GIMBLETT, *Opération Friction : golfe Persique 1990-1991. Le rôle joué par les Forces canadiennes*, Toronto, Dundurn Press, 1997, 336 p. + encarts.

Les comptes rendus officiels, les monographies officielles et les rapports de recherche

BEAVERBROOK, Lord, *Les Canadiens en Flandre*, Montréal, Librairie Beauchemin, 1916-1918, 3 vol.

MINISTRY, OVERSEAS MILITARY FORCES, *Report of the Ministry, Overseas Military Forces of Canada 1918*. Londres, [1919], xv-533 p.

HISTORICAL SECTION OF THE GENERAL STAFF, *A history of the organization, development and services of the military and naval forces of Canada, from the Peace of Paris in 1763, to the present time, with illustrative documents* [Ottawa], s. n., [1919-1920 ?], 3 vol.

Tome I : *The local forces of New France. The militia of the Province of Quebec, 1763-1775*, iii-148 p.
Tome II : *The war of the American revolution. The Province of Quebec under the administration of Governor Sir Guy Carleton, 1775-1778*, viii-271 p.
Tome III : *The war of the American revolution. The Province of Quebec under the administration of Governor Frederic Haldimand, 1778-1784*, xxix-271 p.

SNELL, A. E., *The C.A.M.C. [Canadian Army Medical Corps] with the Canadian Corps during the last hundred days of the Great War*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1924,ix-292 p. + cartes.

DUGUID, A. Fortescue, *The Canadian Forces in the Great War 1914-1919 : the record of five years of active service*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1947 (réimpression d'une plaque de 1927), 14 p.

SAVARD, Adjutor, *Les ailes canadiennes françaises* [Ottawa], Relations extérieures du Corps d'Aviation royale canadien, [1944?], n. p.

ROYAL CANADIAN AIR FORCE, Air Historian, *The R.C.A.F. overseas*, Toronto, Oxford University Press, 1944- 1949, 3 vol.
Tome I : *The first four years*, 1944, xv-418 p.
Tome II : *The fifth year*, 1945, xviii-404 p.
Tome III : *The sixth year*, 1949, xi-537 p.

ARMÉE CANADIENNE, Section historique, *Les Canadiens en Grande-Bretagne 1939-1944*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1946, 188 p. + carte (L'Armée canadienne à la guerre, 1).

ARMÉE CANADIENNE, Section historique, *De Pachino à Ortona : les Canadiens en Sicile et en Italie, 1943*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1946, 168 p. (L'Armée canadienne à la guerre, 2).

STACEY, C. P., *Les Canadiens dans la bataille de Normandie : la participation de l'Armée canadienne aux opérations du 6 juin au 1er septembre 1944*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1946, 159 p. (L'Armée canadienne à la guerre, 3).

STACEY, C. P., *L'Armée canadienne 1939-1945 : résumé historique officiel*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1949 (éd. orig. angl. 1948), xvii-364 p. + cartes.

ROYAL CANADIAN AIR FORCE, Air Historical Section, *RCAF logbook : a chronological outline of the origin, growth and achievement of the Royal Canadian Air Force*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1949, 96 p.

SCHULL, Joseph, *Lointains navires : compte rendu officiel des opérations de la Marine canadienne au cours de la Seconde Guerre mondiale*, Ottawa, MDN, 1953 (éd. orig. angl. 1950), xix-605 p.

Q. G. DE L'ARMÉE, Section historique, État-major général, *L'Armée canadienne en Corée : les opérations des Nations unies (1950-1953) et leurs répercussions. Court récit officiel*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1956, vi-118 p.

HITSMAN, J. Mackay, *Military inspection services in Canada 1855-1950*, Ottawa, Services d'inspection de la Défense nationale, coll. « Jaune », 1962, 122 p.

MELNYK, T. W., *Les opérations aériennes du Canada dans le sud-est asiatique 1941-1945*, Ottawa, MDN, 1976, xi-202 p. (Document occasionnel, 1).

COOKE, O. A., *The Canadian military experience 1867-1995 : a bibliography/Bibliographie de la vie militaire au Canada 1867-1995*, 3e éd. (1re éd. 1979), Ottawa, MDN, 1997, xxi-520 p. (Monographie, 2).

HATCH, F. J., *Le Canada, aérodrome de la démocratie : le Plan d'entraînement aérien du Commonwealth britannique, 1939-1945*, Ottawa, MDN, 1983, xx-247 p. (Monographie, 1).

GAGNON, Jean-Pierre, *Le 22e bataillon (canadien-français) 1914-1919 : étude socio-militaire*, Québec et Ottawa, Les Presses de l'Université Laval et MDN, 1986, xix-460 p. (Monographie, 3/Histoire socio-militaire, 1).

MORIN, René, *Les écoles pour les enfants de militaires canadiens 1921-1983*, Ottawa, Service historique de la Défense nationale, 1986, xiv-173 p.

GREENHOUS, Brereton (dir.), *A rattle of pebbles : the First World War diaries of two Canadian airmen/Un crépitement de galets : les journaux de deux aviateurs canadiens de la Première Guerre mondiale*, Ottawa, Service historique de la Défense nationale, 1987, xlvii-366 p. (Monographie, 4).

LETELLIER, Armand, *Réforme linguistique à la Défense nationale : la mise en marche des programmes de bilinguisme, 1967-1977*, Ottawa, Service historique de la défense nationale, 1987, xx-258 p. (Histoire socio-militaire, 3).

PARISEAU, Jean et Serge BERNIER, *Les Canadiens français et le bilinguisme dans les Forces armées canadiennes*, Ottawa, Service historique de la Défense nationale, 1987-1991, 2 vol.

Tome I : *1763-1969. Le spectre d'une armée bicéphale*, xxvii-468 p. (Histoire socio-militaire, 2).

Tome II : *1969-1987. Langues officielles : la volonté gouvernementale et la réponse de la Défense nationale*, xviii-871 p. (Histoire socio-militaire, 4).

PRESTON, Richard A., *Au service du Canada : histoire du Royal Military College depuis la Deuxième Guerre mondiale*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa et MDN, 1992 (éd. orig. 1991), xix-268 p.

Les histoires commémoratives

GOODSPEED, D. J., *Les Forces armées du Canada : un siècle de grandes réalisations*, Ottawa, Direction des services historiques, 1967, xi-289 p.

GREENHOUS, Brereton et Stephen J. HARRIS, *Le Canada et la bataille de Vimy, 9-12 avril 1917*, Montréal, Éditions Art Global, 1992, 151 p. + carte.

GREENHOUS, Brereton, *Dieppe*, Montréal, Éditions Art Global, 1992 [1993 ?], 157 p. + carte.

MCANDREW, Bill, Donald E. GRAVES et Michael WHITBY, *Normandie 1944 : l'été canadien*, Montréal, Éditions Art Global, 1994, 162 p. + carte.

MCANDREW, Bill, Bill RAWLING et Michael WHITBY, *La Libération : les Canadiens en Europe*, Montréal, Éditions Art Global, 1995, 170 p.

MCANDREW, Bill, *Les Canadiens et la Campagne d'Italie, 1943-1945*, Montréal, Éditions Art Global, 1996, 162 p. + cartes.

SARTY, Roger, *Le Canada et la Bataille de l'Atlantique*, Montréal, Éditions Art Global, 1998, 167 p. + cartes.

GREENHOUS, Brereton et Hugh A. HALLIDAY, *L'aviation militaire canadienne 1914-1999*, Montréal, Éditions Art Global, 1999, 158 p.

Les publications à caractères pédagogiques

STACEY, C. P., *Introduction à l'histoire militaire à l'intention des étudiants canadiens*, 6e éd., 4e rév., Ottawa, Direction de l'instruction militaire (QGDN), coll. « Jaune », [1972] (1re éd. angl. 1951), vi-168 p.

TUCKER, Gilbert N., *A history of the Royal Canadian Navy*, S. l., Royal Canadian Navy, 1951, 16 p. Préparé pour les University Naval Training Divisions.

NICHOLSON, G. W. L., *Marlborough and the war of the Spanish succession*, Ottawa, Directorate of military training, coll. « Jaune », 1957 (éd. orig. 1955), vi-168 p. + cartes.
ARMY HEADQUARTERS, Historical Section, General Staff, *The Western Front 1914*, Ottawa, Directorate of military training, coll. « Jaune », 1974 (éd. orig. 1957), vi-192 p. + cartes.
GOODSPEED, D. J., *The British campaigns in the Peninsula 1808-1814*, Ottawa, Directorate of military training, coll. « Jaune », 1958, 228 p. + cartes.
HUNTER, T. M., *Marshal Foch : a study in leadership*, Ottawa, Directorate of military training, coll. « Jaune », 1961, 250 p. + cartes.
HUNTER, T. M., *Napoleon in victory and defeat*, Ottawa, Directorate of military training, coll. « Jaune », 1961, 324 p.

Autres productions liées aux services historiques du MDN

COMITÉ CANADIEN DE L'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE, *La première conférence (sic) au Collège militaire royal de Saint-Jean, 20-22 Oct 1977 : compte rendu*, S. l., s. n., [1977 ?], pag. mult.
ASTER, Sidney (dir.), *The Second World War as a national experience*, Ottawa, The Canadian Committee for the History of the Second World War, 1981, [viii]-218 p.
ALLARD, Jean V. en coll. avec Serge BERNIER, *Mémoires du général Jean V. Allard*, Ottawa, Éditions de Mortagne, 1985, 533 p.
DOUGLAS, W. A. B. (dir.), *RCN in transition 1910-1985*, Vancouver, The University of British Columbia, 1988, xi-411 p.
HILLMER, Norman, Bohdan KORDAN et Lubomyr LUCIUK (dir.), *On guard for thee : war, ethnicity, and the Canadian State, 1939-1945*, Ottawa, Canadian Committee for the History of the Second World War, 1988, xx-282 p.
COMMISSION INTERNATIONALE D'HISTOIRE MILITAIRE, « Les conflits de haute et de basse intensité depuis la Deuxième Guerre mondiale » (Montréal, 16-19 août 1988), *Acta n° 14*, Ottawa, MDN, 1989, 966 p. en 2 vol.
CHARTRAND, René, *Le patrimoine militaire canadien, d'hier à aujourd'hui*, Montréal, Éditions Art Global, 1993-, 3 vol.
Tome I : *1000-1754*, 1993, 239 p.
Tome II : *1754-1871*, 1995, 238 p.
Tome III : à paraître en janvier 2000.
BERNIER, Serge (dir.), *Maintien de la paix de 1815 à aujourd'hui : actes du XXI^e colloque de la commission internationale d'histoire militaire* (Québec, 26 août 1995), Ottawa, MDN, [1996 ?], 663 p.
BEAUREGARD, Claude, Robert COMEAU et Jean-Pierre GAGNON (dir.), « Le Canada français et les conflits contemporains : actes du colloque tenu le 27 août 1995 à l'Université du Québec à Montréal », numéro spécial des *Cahiers d'histoire politique*, n° 2, hiver 1996, 288 p.
LEFEBVRE, Florent, Elizabeth H. ARMSTRONG et R. B. OGLESBY, *La presse canadienne et la Deuxième Guerre mondiale*, Ottawa, MDN, 1997, 189 p.
BERNIER, Serge. *L'impact de la Deuxième Guerre mondiale sur les sociétés canadienne et québécoise* (actes du colloque tenu à l'UQAM les 7 et 8 novembre 1997). Ottawa, MDN, [1998], 161 p.